



## La Russie et l'Occident : Percer le brouillard de l'hystérie

L'erreur fatale commise par Bruxelles en 2014 a été de forcer Kiev à faire un choix impossible entre l'Europe et la Russie.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 31 janvier 2022

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

Un spectre hante l'Occident collectif : la zombification totale, grâce à une opération psychologique 24/7 qui imprime l'inévitabilité de « l'agression russe ».

Perçons le brouillard de l'hystérie en demandant au ministre ukrainien de la Défense Reznikov ce qui se passe :

*« Je peux absolument affirmer qu'à ce jour, les forces armées russes n'ont pas créé de groupe d'attaque capable d'envahir l'Ukraine par la force ».*

Eh bien, Reznikov n'est manifestement pas au courant que la Maison Blanche, qui a accès à des informations sans doute privilégiées, est convaincue que la Russie va envahir « à tout moment ».

Le Pentagone double la mise : *« Il est très clair que les Russes n'ont aucune intention de désescalader en ce moment »*. D'où la nécessité, exprimée par le porte-parole John Kirby, de préparer une force de réaction multinationale de l'OTAN (NRF) de 40 000 hommes : *« Si elle est activée... pour vaincre une agression, si nécessaire »*.

« L'agression » est donc un fait acquis. La Maison Blanche « peaufine » des plans militaires – 18 au dernier décompte – pour toutes sortes d'« agressions ». Quant à répondre – par écrit – aux propositions russes sur les garanties de sécurité, eh bien, c'est beaucoup trop complexe.

Il n'y a pas de « date exacte » à laquelle la réponse sera envoyée à Moscou. Et les « officiels » ont supplié leurs homologues russes de ne pas la rendre publique. Après tout, une lettre n'est pas sexy. Pourtant, « l'agression » fait vendre. Surtout quand elle peut se produire « d'une minute à l'autre ».

Les « analystes » hurlent que Poutine « est maintenant presque certain » de lancer une « frappe limitée » dans « les dix prochains jours », accompagnée d'une attaque contre Kiev : cela configure le scénario d'une « guerre presque inévitable ».

Vladimir Dzhubarov, premier vice-président de la Commission des Affaires internationales

du Conseil de Russie, préfère se rapprocher de la réalité : les États-Unis préparent une provocation pour pousser Kiev à des « actions téméraires » contre la Russie dans le Donbass. Cela est lié au fait que les fantassins de la République populaire de Lougansk ont signalé que des « *groupes subversifs préparés par des instructeurs britanniques* » sont arrivés dans la région de Lisichansk.

Des personnalités telles que Ursula von der Leyen, de la Commission européenne, Jens Stoltenberg, de l'OTAN, et des « dirigeants » du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Pologne ont annoncé, après un appel vidéo, qu'un « ensemble de sanctions sans précédent » était presque prêt si la Russie « envahissait ».

Ils ont présenté cette initiative comme une « *unité internationale face à l'hostilité croissante de la Russie* ». Traduction : L'OTAN supplie la Russie de l'envahir dès que possible.

Sur les 27 États membres de l'UE, 21 sont membres de l'OTAN. Les États-Unis dirigent l'ensemble de ces pays. Ainsi, lorsque l'UE annonce que « *toute nouvelle agression militaire contre l'Ukraine aurait des conséquences très graves pour la Russie* », ce sont les États-Unis qui disent à l'OTAN de dire à l'UE « ce que nous disons, nous le faisons ». Et dans le cadre de cette stratégie de l'environnement sous tension, « ce que nous disons » signifie appliquer le principe brut et impérial du « diviser pour régner » pour maintenir l'Europe totalement assujettie.

Les erreurs fatales de l'Occident

Il ne faut jamais oublier que le Maïdan 2014 était une opération supervisée par Obama/Biden. Pourtant, il y a encore beaucoup de travail à faire – lorsqu'il s'agit d'embourber la Russie. Ainsi, le parti de la guerre viscéralement russophobe de D.C. doit maintenant faire tout ce qu'il peut pour ordonner à l'OTANistan d'encourager Kiev à déclencher une guerre chaude – et ainsi piéger la Russie. Zelensky le Comédien a même déclaré vouloir « *passer à l'offensive* ».

Il est donc temps de sortir les faux drapeaux.

L'indispensable Alastair Crooke a expliqué comment « *l'encerclement et l'endiguement sont effectivement devenus la politique étrangère par défaut de Biden* ». Pas « Biden », en fait – mais la combinaison amorphe derrière la marionnette contrôlée par une oreillette et un téléprompteur que je désigne depuis plus d'un an sous le nom de Crash Test Dummy.

Crooke ajoute que « *la tentative de cimenter cette méta-doctrine est actuellement mise en œuvre par la Russie (dans un premier temps). L'adhésion essentielle de l'Europe est la pièce maîtresse de l'endiguement physique et de l'encerclement de la Russie* ».

« L'encerclement » et « l'endiguement » sont des agrafes exceptionnalistes, sous diverses formes, depuis des décennies. L'idée entretenue par le parti de la guerre selon laquelle il est possible de mener les deux sur un front à trois – contre la Russie, la Chine et l'Iran – est si infantile qu'elle rend toute analyse vaine. Cela mérite un verre et un bon rire.

Quant aux sanctions supplémentaires pour l'imaginaire « agression russe », quelques âmes bienveillantes ont dû rappeler au petit Tony Blinken et aux autres participants du combo « Biden » que les Européens seraient beaucoup plus touchés que les Russes ; sans compter que ces sanctions aggraveraient la crise économique collective de l'Occident.

Un bref rappel est essentiel pour comprendre comment nous nous sommes retrouvés embourbés dans le marécage hystérique actuel.

L'Occident collectif a laissé passer la chance qu'il avait de construire un partenariat constructif avec la Russie, semblable à celui qu'il a établi avec l'Allemagne après 1945.

L'Occident collectif s'est également planté en réduisant la Russie au rôle d'une entité mineure et docile, imposant qu'il n'y ait qu'une seule sphère d'influence sur la planète : l'OTAN, bien sûr.

Et l'Empire s'est planté en prenant la Russie pour cible, même après sa prétendue « victoire » contre l'URSS.

Au cours des années 1990 et 2000, au lieu d'être invitée à participer à la construction de la « maison européenne commune » - avec tous ses défauts flagrants - la Russie post-soviétique a été forcée de regarder de l'extérieur comment cette « maison » était améliorée et décorée.

Contrairement à toutes les promesses faites à Gorbatchev par divers dirigeants occidentaux, la sphère d'influence traditionnelle de la Russie - et même le territoire de l'ex-URSS - sont devenus des objets de litige dans le cadre du pillage du « patrimoine soviétique » : un simple espace à coloniser par les structures militaires de l'OTAN.

Contrairement à l'espoir de Gorbatchev - qui était naïvement convaincu que l'Occident partagerait avec lui les bénéfices des « dividendes de la paix » - un modèle néolibéral anglo-américain pur et dur a été imposé à l'économie russe. Aux conséquences désastreuses de cette transition s'est ajouté le sentiment de frustration nationale d'une société qui a été humiliée et traitée comme une nation vaincue de la Guerre froide, ou de la troisième guerre mondiale.

Ce fut l'erreur fatale de l'Exceptionnalistan : croire qu'avec la disparition de l'URSS, la Russie en tant que réalité historique, économique et stratégique disparaîtrait également des relations internationales.

Le nouveau pacte d'acier

Et c'est pourquoi War Inc, le parti de la guerre, l'État profond, quel que soit le nom qu'on veuille leur donner, sont en train de flipper maintenant - à fond.

Ils ont écarté Poutine lorsqu'il a formulé un nouveau paradigme à Munich en 2007 - ou lorsqu'il est revenu au Kremlin en 2012.

Poutine a fait savoir très clairement que les intérêts stratégiques légitimes de la Russie devaient être à nouveau respectés. Et que la Russie était sur le point de récupérer ses « droits de veto » de facto dans la gestion des affaires mondiales. En fait, la doctrine Poutine était déjà mise en œuvre depuis l'affaire géorgienne en 2008.

L'Ukraine est un patchwork de morceaux qui appartenaient jusqu'à récemment à différents empires - austro-hongrois et russe - ainsi qu'à plusieurs nations, comme la Russie, la Pologne et la Roumanie. Elle regroupe le catholicisme et l'orthodoxie, et compte des millions de Russes ethniques et de russophones ayant des liens historiques, culturels et économiques profonds avec la Russie.

L'Ukraine était donc de facto une nouvelle Yougoslavie.

L'erreur fatale commise par Bruxelles en 2014 a été de forcer Kiev ainsi que l'ensemble de la population ukrainienne à faire un choix impossible entre l'Europe et la Russie.

Le résultat inévitable devait être le Maïdan, complètement manipulé par les services de renseignement américains, alors même que les Russes ont clairement vu comment l'UE est passée de la position d'honnête courtier au rôle inférieur de chihuahuas américains.

Les faucons russophobes américains ne renonceront jamais au spectacle de leur adversaire historique embourbé dans une guerre fratricide à combustion lente dans l'espace post-soviétique. Autant qu'ils ne renonceront jamais à Diviser pour mieux régner sur une Europe déconfitée. Et autant qu'ils ne concéderont jamais de « sphères d'influence » à aucun acteur géopolitique.

Sans leur empreinte toxique, 2014 aurait pu se jouer de manière bien différente.

Pour dissuader Poutine de rendre la Crimée à son bon droit – la Russie – il aurait fallu deux choses : que l'Ukraine soit décemment gérée après 1992, et ne pas l'obliger à choisir le camp occidental, mais en faire un pont, à la manière de la Finlande ou de l'Autriche.

Après le Maïdan, les accords de Minsk étaient aussi proches que possible d'une solution viable : mettons fin au conflit dans le Donbass ; désarmons les protagonistes ; et rétablissons le contrôle des frontières de l'Ukraine tout en offrant une réelle autonomie à l'Ukraine orientale.

Pour que tout cela se produise, l'Ukraine aurait eu besoin d'un statut de neutralité, et d'une double garantie de sécurité, par la Russie et l'OTAN. Et de rendre l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE compatible avec les liens étroits entre l'Ukraine orientale et l'économie russe.

Tout cela aurait peut-être configuré une vision européenne de relations futures décentes avec la Russie.

Mais l'État profond russophobe ne l'aurait jamais permis. Et il en va de même à la Maison Blanche. Barack Obama, cet opportuniste cynique, était trop absorbé par le contexte polonais douteux de Chicago et pas assez libéré de l'obsession exceptionnaliste de l'antagonisme profond pour être en mesure de construire une relation constructive avec la Russie.

Et puis il y a l'argument décisif, révélé par une source américaine de renseignement de haut niveau.

En 2013, feu Zbigniew « Grand Échiquier » Brzezinski s'est vu présenter un rapport classifié sur les missiles avancés russes. Il a paniqué. Et a réagi en conceptualisant le Maïdan de 2014 – pour attirer la Russie dans une guérilla alors comme il l'avait fait avec l'Afghanistan dans les années 1980.

Et nous en sommes là maintenant : c'est une question d'affaires inachevées.

Un dernier mot sur la fronde et les flèches du destin hors normes. Au XIIIe siècle, l'Empire mongol a établi sa suzeraineté sur la Rus de Kiev – c'est-à-dire sur les principautés

chrétiennes orthodoxes qui correspondent aujourd'hui au nord de l'Ukraine, à la Biélorussie et à une partie de la Russie contemporaine.

Le joug tartare sur la Russie - de 1240 à 1552, date à laquelle Ivan le Terrible a conquis Kazan - est profondément ancré dans la conscience historique russe et dans le débat sur l'identité nationale.

Les Mongols ont conquis séparément de vastes étendues de la Chine, de la Russie et de l'Iran. Des siècles après la Pax Mongolica, quelle ironie que le nouveau pacte d'acier entre ces trois principaux acteurs eurasiatiques constitue aujourd'hui un obstacle géopolitique insurmontable, faisant voler en éclats tous les plans élaborés par une bande de parvenus historiques transatlantiques.

Pepe Escobar

Article original en anglais :



[Russia and the West: Piercing the Fog of Hysteria](#)

Traduction : [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)  
Copyright © [Pepe Escobar](#), [Mondialisation.ca](#), 2022

---

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)